

Code apporteur :

**Proposant**

Nom ou raison sociale : .....

Code NAF : ..... N° SIREN : .....

Adresse ou siège social : .....

Code postal : ..... Commune : .....

 Affaire nouvelle  Avenant, N° de contrat : .....  Remplacement du contrat n°: .....

Date d'effet souhaitée : ..... jusqu'au : ..... (temporaire seulement) .....

Cotisation : ..... Echéance principale (J/M) .....

Périodicité du paiement de la cotisation : ..... Cotisation hors taxes à l'échéance : .....

**Renseignements généraux**

Année de création de l'entreprise : ..... / ..... / .....

Effectifs : ..... Salaires (DADS1) : .....

Chiffre d'affaires HT : ..... dont : CA sous-traité : .....

Ventilation du chiffre d'affaires : France : ..... C.E., A.E.L.E. : ..... Autres pays : .....

(Etats-Unis et Canada exclus)

**Description des activités**

Date de délivrance de la carte professionnelle : .....

 Carte A : Transactions sur immeubles et fonds de commerce Carte B : Gestion immobilière

Autres activités : .....

**Fonctionnement de l'entreprise**Le Proposant a-t-il une garantie de caution auprès d'un établissement de crédit ?  Oui  NonLe Proposant adhère-t-il à une fédération professionnelle ?  Oui  Non

Si oui, laquelle ? .....

Les prestations font-elles l'objet d'un contrat-type ?  Oui  Non

Si oui, veuillez joindre un exemplaire.

**Recrutement du personnel**

Le Proposant procède-t-il systématiquement :

• à la vérification des diplômes et des attestations des précédents employeurs ?  Oui  Non• à une enquête de moralité ?  Oui  Non

**Sous-traitants :**

Le Proposant confie-t-il l'exécution de tout ou partie des prestations à des sous-traitants ?  Oui  Non

Si oui :

Ces sous-traitants sont-ils ?  toujours les mêmes  choisis cas par cas

Le recours aux sous-traitants est-il ?  habituel  occasionnel

Le Proposant leur apporte-t-il ?  une formation  un agrément

Le Proposant exige-t-il d'eux une attestation d'assurance de responsabilité civile ?  Oui  Non

Quel contrôle le Proposant effectue-t-il sur leurs prestations ?

.....

.....

.....

.....

**Engagements contractuels**

---

Le Proposant a-t-il accepté des renoncations à recours contre ?  ses fournisseurs  ses sous-traitants

Le Proposant s'engage-t-il à garantir la responsabilité de ses sous-traitants ?  Oui  Non

Les contrats passés par le Proposant comportent-ils :

- des clauses limitant la responsabilité du Proposant ?  Oui  Non
- des renoncations à recours contre le Proposant ?  Oui  Non
- des clauses aggravant la responsabilité du Proposant ?  Oui  Non

Option de garantie demandée en responsabilité professionnelle :

- 150 000 € par année d'assurance :  Oui
- 300 000 € par année d'assurance :  Oui
- 750 000 € par année d'assurance :  Oui
- 1 500 000 € par année d'assurance :  Oui

**Correspondance - Renseignements complémentaires :**

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

## Antécédents

---

Le Proposant a-t-il exercé antérieurement des activités différentes de celles exercées actuellement ?  Oui  Non

Si oui, lesquelles ? *(l'Assureur ne peut garantir utilement le passé qu'en ayant connaissance des activités antérieures qui ont été abandonnées, ces activités pouvant donner lieu à une mise en cause pendant la période de validité du contrat à établir)*

Le Proposant a-t-il fait l'objet de réclamations au cours des 3 dernières années ?  Oui  Non

Si oui, date, nature et montant :

Le Proposant a-t-il connaissance de faits susceptibles d'entraîner une réclamation ?  Oui  Non

Si oui, lesquels ?

Le Proposant a-t-il été assuré en responsabilité civile durant les 3 dernières années ?  Oui  Non

Le contrat a-t-il été résilié pour sinistre ?  Oui  Non

Déclaration des autres assurances : S'il a souscrit d'autres contrats pour le même risque auprès d'autres assureurs, le Proposant doit donner connaissance à la Sté Commercial Union Assurances de ces assureurs et du montant de leur garantie, sous peine des sanctions prévues à l'article L. 121-4 du Code des assurances (*nullité et dommages et intérêts en cas de souscription frauduleuse d'assurances multiples*).

Déclaration du risque : La proposition n'engage ni le Proposant ni l'Assureur (*art. L. 112-2 du Code des assurances*). Toutefois, les déclarations du Proposant permettent à l'Assureur d'apprécier les risques proposés. Si ces derniers sont acceptés, les déclarations du Proposant servent de base au contrat et en font partie intégrante. Le Proposant atteste que les déclarations ci-dessus sont, à sa connaissance, conformes à la vérité. Toute inexactitude ou réticence dans ses déclarations est susceptible d'entraîner les sanctions prévues par les art. L.113-8 (*nullité du contrat pour réticence ou fausse déclaration intentionnelle*) et L.113-9 (*réduction proportionnelle de l'indemnité en cas d'omission ou d'inexactitude sans mauvaise foi*) du code des assurances.

Signature :

Qualité du signataire :

Tampon :

Nous recueillons vos données personnelles et les utilisons pour la gestion de cette demande. Elles sont destinées prioritairement à Carene assurances, ses services et partenaires. Vos informations personnelles nous aident à mieux vous connaître et ainsi à vous proposer des solutions et services qui correspondent à vos demandes. Nous les conserverons tout au long de notre relations commerciale et au-delà pendant le délai de prescription. Vous gardez bien sûr la possibilité d'y accéder, de demander leur modification, rectification, portabilité ou effacement et de vous opposer à leur utilisation. Vous pouvez également prendre contact avec le responsable des données personnelles pour toute information ou contestation (loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978). Pour cela, il vous suffit d'adresser une demande écrite, par courrier à DPO - Carene assurances – 92 rue de Richelieu - 75002 Paris, par e-mail à : dpo@carene.fr. Vous pouvez également vous adresser à la CNIL. Le ciblage des offres commerciales peut être automatisé et basé sur votre profil. Protéger nos clients et nous protéger nous-mêmes est au cœur de la politique de maîtrise des risques de Carene assurances et de ses partenaires et de la lutte anti-fraude. Aussi, nous gardons la possibilité de vérifier ces informations et de saisir, si nécessaire, les autorités compétentes.

**Mandat d'étude, de placement et de confidentialité**

Je soussigné, .....

Agissant en qualité de .....

Donne mandat à Carene assurances pour l'étude et dans le cas de votre accord, la mise en place des garanties suivantes :

- **Responsabilité civile et professionnelle**

Ce mandat porte accord de confidentialité réciproque pour l'ensemble des données échangées.

Ce mandat remplace tout mandat antérieur.

Fait à ....., le .....

Signature et cachet :